

Décrets,
Dégrèvements
etc.

DÉCRETS, DÉGRÈVEMENTS, &c.

- 1° AFFRANCHISSEMENT ET RÉALISATION—Loi (1915) sur les garanties antérieures à la Loi de 1880 sur la Propriété Foncière.
re Le Masurier, ex parte Le Masurier et au. Attournés. (1917) 229 Ex. 467.
re Journeaux, ex parte Bois, Attourné. (1920) 230 Ex. 435.
re Wily, Ahier v. Wily et au. (1917) 229 Ex. 554.
- 2° DÉGRÈVEMENT—ordonné sur héritages tant du père que du fils, principal héritier, ce dernier n'ayant fait aucune transaction y relative depuis qu'il en a hérité.
re Eveleigh, Hacquoil v. Adams et ux. et autres. (1917) 229 Ex. 473.
re Carpenter, Hacquoil, caux v. Pinel et ux. et autres. (1917) 229 Ex. 518.
- 3° DÉGRÈVEMENT—TESTAMENT—ARTICLE 98 DE LA LOI SUR LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE—ordonné que les héritiers et intéressés

au testament de la personne dont le
cessionnaire avait acquis l'héritage en
dégrèvement soient convenus.

Décrets,
Dégrèvements
etc.

re Carpenter. (1917) 230 Ex. 8.

4° ID. Sur la prétention du Procureur et de
l'Administrateur des héritiers et inté-
ressés à l'effet que ces derniers sont
domiciliés hors l'île et n'y possèdent
aucune propriété soit mobilière, soit
immobilière, et que lesdits Procureurs et
Administrateurs n'ont aucuns moyens à
leur disposition—Jugé qu'il n'y a pas
lieu de les condamner à accepter le
rempossessionnement des biens en question,
et ordonné qu'un décret ait lieu sur les
biens décrétables de la défunte.

re Carpenter. (1917) 230 Ex. 12.

5° DÉGRÈVEMENT ET RÉALISATION — SEI-
GNEUR DU FIEF—ce dernier ayant refusé
de s'immiscer dans l'affaire biens adjudés
renoncés, etc.

re Hayman, ex parte Billot.

(1930) 235 Ex. 351.

6° DÉGRÈVEMENT—SUBROGATION.

Rive, Attourné v. Laurens et au.

(1920) 230 Ex. 498, sqq.

DEFENCE OF THE REALM REGULATIONS.

Voir "*Infractions aux Lois et Règlements,*"

4°, 5°, 6°.

"*Ordres du Conseil,*" 1°.

Defence of
the Realm
Regulations.

Dénonciateur.

DÉNONCIATEUR.

Voir " Arrêts."

1° REMONTRANCE.

re Balleine. (1925) 233 Ex. 489.

2° CONDAMNÉ EN SON PROPRE ET PRIVÉ NOM,
VU SES GRAVES ABUS DE POUVOIR ET SES
AGISSEMENTS ILLÉGAUX, À PAYER DOMMAGES
INTÉRÊTS AUX REMONTRANTS.

re Le même. (1925) 233 Ex. 507.

3° FOURNIT CAUTIONS JUSQU'À CONCURRENCE
DE £500 STG. EN REMPLACEMENT DE SES
NAGUÈRE CAUTIONS—maintenant décédées.

re Balleine. (1926) 233 Ex. 545.

4° DÉCLARE SE PRÉVALOIR DU BÉNÉFICE DE
L'ARTICLE 1er DE LA LOI (1925) TOU-
CHANT LA RÉTRIBUTION DE LA CHARGE
DE DÉNONCIATEUR PAR TRAITEMENT
FIXE.

re Balleine. (1926) 234 Ex. 13.

5° NOMINATION PAR LE BAILLI—Prend ser-
ment et produit cautions dans la somme
de £500 Stg.

re Godfray. (1926) 234 Ex. 51.

Dentiste.

DENTISTE.

DEMANDE D'EXERCER LA PROFESSION DE
DENTISTE—référée au Corps de la Cour.
ex parte Vickers. (1925) 12 C.R. 197.

Députés aux
Etats.

DÉPUTÉS AUX ETATS.

Voir " Curatelle," 8°.

DÉSASTRE.

Désastre.

1° PASSATION DES CAUSES REMISE À UNE DATE
SUBSÉQUENTE, les ajours demeurant
bons.

re Kelley, ex parte Anderson.

(1927) 234 Ex. 284.

re le même, ex parte le même.

(1927) 234 Ex. 298.

2° RELEVÉ.

re George Coleman Ltd., ex parte Guiton.

(1929) 235 Ex. 384.

3° VICOMTE AUTORISÉ À DÉLIVRER AUTOMO-
BILES À LEURS PROPRIÉTAIRES, lesdits
automobiles laissés à la garde du failli,
pour en effectuer la vente.

re Smith, ex parte Arthur. (1926) 234 Ex. 20.

re Smith, ex parte Le Poidevin.

(1926) 234 Ex. 20.

4° VICOMTE AUTORISÉ À DÉLIVRER MEUBLES
ET EFFETS LOUÉS AU FAILLI PAR CERTAIN
ACCORD OU "HIRE AGREEMENT."

re Smith, ex parte Noel et Porter.

(1926) 234 Ex. 20.

DÉTENTION DE JEUNES DELINQUANTS.

Détention de
Jeunes
Délinquants.

ENVOI D'UN JEUNE DÉLINQUANT DANS UNE
INSTITUTION DITE "BORSTAL INSTITU-
TION."

P.-G. v. Moisan. (1929) 28 P.C. 119.

DIFFAMATION.

Diffamation.

1° PRIVILÈGE—Paroles prononcées par un
membre d'un tribunal établi en vertu de
la Loi (1917) sur le Service Militaire.
Droit de porter plainte à la Police.

Le Seilleur v. Le Brun. (1918) 230 Ex. 132.

Diffamation.

2° PRIVILÈGE—MALICE.

Blampied v. Martin. (1919) 230 Ex. 382.

3° DOMMAGES INTÉRÊTS—forme de l'action.
Prétention que l'action en dédommagement est inadmissible comme vague et incertaine écartée, le grief allégué quant aux propos diffamatoires n'étant que subsidiaire et subordonné.

Denyer et ux. v. Byrne. (1926) 234 Ex. 118.

Dixmes.

DIXMES.

LABOURS TRANSPORTÉS AVANT D'EN AVOIR DÉLIVRÉ LA DIME—AMENDE.

P.-G. et Mallet adjoint v. Le Cornu.
(1921) 231 Ex. 212.

Dîner de l'Assise d'Héritage.

DINER DE L'ASSISE D'HÉRITAGE.

Voir " Assise d'Héritage."

Doléance.

DOLÉANCE.

Voir " Bénéfice d'Inventaire," 3°.

ex parte Appleton, Exécuteur.
(1926) 12 C.R. 227.

Domicile.

DOMICILE.

1° CE QUI CONSTITUE—COMMUNAUTÉ DE BIENS—SUCCESSION MOBILIÈRE.

Kessell v. Kessell. (1923) 232 Ex. 426.

2° LÉGAL D'ELECTION—CE QUI CONSTITUE.

Richardson, veuve Talbot v. Le Gros, Procureur et Tuteur. (1929) 235 Ex. 454. 12 C. K. 297.

DONATIONS AU PUBLIC.

Donations au
Public.

MODIFICATION DES TERMES ORIGINELS
DEMANDÉE.

*Représentation du Connétable de St.-Hélîer et du
représentant du Donateur.*

(1925) 233 Ex. 226.

La Cour se déclare incompétente.

(1925) 233 Ex. 253.

DOUAIRE.

Douaire.

MARIAGE EN ESSENCE ET BIENS PARAPHER-
NAUX—Droits de la Veuve.

Sullivan v. Robin. (1920) 231 Ex. 1.

DROGUES DANGEREUSE.

Drogues
Dangereuse.

*Voir “ Pharmaciens et Vente de Drogues
Dangereuses.”*

DROIT CRIMINEL.

Droit
Criminel.

ALIÉNÉS—ORDRE DE SA MAJESTÉ EN CON-
SEIL relatif au transfert et à la déten-
tion d'un aliéné.

re Lamerton. (1918) 11 O.C. 77.